

#parlerpourchanger



*Mobilisation : Élaboration et mise en œuvre
de lois sur les biens immobiliers
matrimoniaux*

DE QUOI S'AGIT-IL ET POURQUOI?

Un bien immobilier matrimonial (BIM) désigne un bien immobilier comme une maison ou une remise.

L'Accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations (ACGTPM) et la Loi sur la gestion des terres des Premières Nations (LGTPN) ont été modifiés de manière à permettre aux Premières Nations visées par l'ACGTPM d'élaborer des lois relatives aux biens immobiliers matrimoniaux. Par la suite, la promulgation de la Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux (LFFSRDIM) a permis de garantir des droits et des protections liés aux biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves.

À ce jour, 35 Premières Nations ont inclus les biens immobiliers matrimoniaux à leur code foncier en vertu du Régime de gestion des terres des Premières Nations (RGTPN). Deux autres Premières Nations ayant adopté le RGTPN ont choisi d'être assujetties aux règles fédérales provisoires prévues dans la LGTPN.



Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC), en partenariat avec l'[Association nationale des gestionnaires des terres autochtones](#) et le [Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations](#), mènera un processus de mobilisation nationale afin de cerner de nouvelles options ou mesures qui pourraient améliorer la mise en œuvre de la LGTPN. Les Premières Nations qui ont élaboré, avec ou sans succès, des lois sur les biens immobiliers matrimoniaux occuperont aussi une place importante dans ces discussions. Dans ce contexte, une séance de mobilisation spéciale est prévue pour les **Premières Nations visées par le RGTPN à Kelowna, en Colombie-Britannique, les 30 et 31 janvier 2017**. Des séances auront lieu pour d'autres Premières Nations, selon le calendrier ci-dessous :

- Région de Québec : Wendake, les 24 et 25 octobre 2017 (séance bilingue);
- Calgary, les 14 et 15 novembre 2017;
- Toronto, les 5 et 6 décembre 2017;
- Halifax, les 23 et 24 janvier 2018;
- Saskatoon, les 20 et 21 février 2018;
- Winnipeg, les 6 et 7 mars 2018

EN QUOI CONSISTE LA MOBILISATION?



En participant à l'une des séances de mobilisation, vous avez l'occasion de faire connaître votre point de vue et vos idées sur la façon d'améliorer le processus de mise en œuvre. Les séances comporteront quatre thèmes axés sur les besoins des collectivités en matière :

- de capacités;
- de financement;
- de mise en œuvre;
- de règlement des différends.

À la suite de chaque séance, un résumé sera affiché sur le site Web de la mobilisation. Les recommandations qui auront été formulées serviront à éclairer la conception et l'élaboration de nouvelles options stratégiques et mesures de soutien des programmes pour améliorer le processus de mise en œuvre.

QUI?

AANC mobilise :

- les organisations autochtones régionales et nationales;
- les Premières Nations qui ont élaboré, avec ou sans succès, des lois sur les biens immobiliers matrimoniaux propres à leurs collectivités;
- les autres intervenants intéressés s'étant manifestés par courriel, par téléphone ou par la poste;
- les gouvernements provinciaux et territoriaux ayant un intérêt à l'égard de nouvelles options ou de questions qui pourraient les toucher.

FINANCEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT

Les frais de participation aux séances de mobilisation seront remboursés à au plus deux personnes. Vous pourrez vous procurer le formulaire de demande de remboursement des dépenses à la séance de mobilisation.

COMMENT PARTICIPER

Il y a trois façons de participer :

1. **en personne** : assistez à une séance de mobilisation régionale (sur invitation, cliquez [ici](#) pour vous inscrire en ligne);
2. **en ligne** : lisez le Guide de discussion et envoyez-nous vos réponses et vos commentaires à l'adresse mrp-bim@aadnc-aandc.gc.ca;
3. **par la poste** : envoyez vos réponses et vos commentaires à l'adresse indiquée dans la section « Pour nous joindre ».

HISTORIQUE SUR LES BIENS IMMOBILIERS MATRIMONIAUX DANS LES RÉSERVES

Voici un bref historique et la définition de la question des biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves. Pour un exposé plus détaillé sur la question, veuillez consulter les ressources accessibles sur [la page Web des Biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves](#).

En 1986, dans [l'arrêt *Derrickson c. Derrickson*](#), la Cour suprême du Canada a confirmé qu'au moment de la rupture d'une relation conjugale, les tribunaux ne peuvent pas appliquer les lois provinciales ou territoriales relatives au droit de la famille si, en les appliquant, cela modifie les intérêts individuels sur les biens immobiliers matrimoniaux situés dans une réserve, car les terres d'une réserve sont de compétence fédérale. La *Loi sur les Indiens* n'aborde pas cette question, ce qui a créé un vide juridique, lequel a eu d'importantes répercussions sur la vie des personnes vivant dans les réserves. Vous trouverez [ici](#) des exemples de cas, où ce vide juridique a eu des conséquences pour les réserves.



L'*Accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations*, qui a été modifié en 2002 afin de tenir compte de la question des biens immobiliers matrimoniaux, est entré en vigueur en 2003 aux termes de la *Loi sur la gestion des terres des Premières Nations*. Or, les lois que les Premières Nations ont élaborées couvrent généralement une vaste gamme de conditions qui, dans de nombreux cas, dépassent le cadre de la rupture conjugale et visent le transfert de droits ou intérêts matrimoniaux sur des terres, acquis durant le mariage. De plus, la *Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux*, qui a reçu la sanction royale le 19 juin 2013, comble ce vide juridique et cherche à concilier les intérêts collectifs relatifs à l'autodétermination et le besoin individuel de disposer de droits et de protections liés aux biens immobiliers matrimoniaux.



Le gouvernement du Canada est toujours résolu à régler la question des biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves, et il reconnaît que les Premières Nations sont les mieux placées pour traiter cette question dans leurs propres collectivités. Les Premières Nations ayant adopté le RGTPN peuvent choisir l'une des trois options suivantes en matière de biens immobiliers matrimoniaux :

- adopter une loi sur les biens immobiliers matrimoniaux et l'intégrer à leur code foncier;
- adopter une loi s'appliquant précisément à leur collectivité en vertu de la LFFSRDIM;
- appliquer les règles fédérales provisoires.

Les règles fédérales provisoires s'appliquent aux collectivités visées par le RGTPN, tant et aussi longtemps qu'elles n'ont pas traité la question des BIM en choisissant l'une des options ci-dessus ou si elles obtiennent leur autodétermination.

EN QUOI CONSISTE LA LOI SUR LES FOYERS FAMILIAUX SITUÉS DANS LES RÉSERVES ET LES DROITS OU INTÉRÊTS MATRIMONIAUX?

Cette loi donne aux hommes, aux femmes, aux enfants et aux familles vivant dans une réserve des protections immédiates et des droits relatifs à la maison familiale de même qu'aux droits et aux intérêts matrimoniaux. Ces droits et protections sont similaires à ceux qui sont offerts aux Canadiens vivant hors réserve dans une province ou un territoire, et ils tiennent aussi compte du droit des peuples autochtones à l'autodétermination. La *Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux* (LFFSRDIM) comporte deux volets.

Volet 1

Mécanisme d'élaboration des lois des Premières Nations

Le premier volet de la LFFSRDIM est entré en vigueur le 16 décembre 2013. Aux termes des [articles 7 à 11](#) de la loi, les collectivités des Premières Nations peuvent adopter des textes législatifs qui leur sont propres en matière de biens immobiliers matrimoniaux. Elles n'ont aucune exigence particulière à respecter concernant le contenu des textes législatifs relatifs aux biens immobiliers matrimoniaux. Les collectivités des Premières Nations choisissant d'adopter une loi propre à leur collectivité en matière de biens immobiliers matrimoniaux peuvent communiquer avec le personnel du [Centre d'excellence en matière de biens immobiliers matrimoniaux](#) pour obtenir des conseils et de l'aide.

Le Centre d'excellence fonctionne sans lien de dépendance avec le gouvernement fédéral. Géré par l'Association nationale des gestionnaires des terres autochtones, le Centre offre des séances de formation partout au pays en plus d'élaborer et de distribuer des documents portant sur la LFFSRDIM. Pour obtenir de plus amples renseignements et pour connaître l'ensemble de la marche à suivre pour adopter une loi sur les biens matrimoniaux propre à sa collectivité, veuillez visiter la section [L'élaboration d'une loi d'une Première Nation](#) sur le site Web du Centre d'excellence.

Volet 2

Règles fédérales provisoires

Le deuxième volet de la LFFSRDIM comprend les règles fédérales provisoires qui garantissent des droits et des protections aux personnes concernant leurs intérêts matrimoniaux, à moins que leur collectivité adopte un texte législatif en matière de biens immobiliers matrimoniaux ou jusqu'à ce qu'elle le fasse. Les Premières Nations visées par le RGTPN ont eu droit à un délai de trois ans, soit jusqu'en juin 2016, pour adopter une loi sur les biens immobiliers matrimoniaux et l'intégrer à leur code foncier. Passé ce délai, les règles fédérales provisoires s'appliquent aux Premières Nations visées par le RGTPN tant et aussi longtemps qu'elles n'ont pas adopté une loi sur les biens immobiliers matrimoniaux et qu'elles ne l'ont pas incluse dans leur code foncier.

Ces règles établissent des dispositions relatives aux ordonnances de protection d'urgence, aux ordonnances d'occupation exclusive, au partage de la valeur des droits ou intérêts matrimoniaux, à l'échec de la relation, au décès de l'époux ou du conjoint de fait et à la distribution de la succession. Vous pouvez consulter une [analyse article par article des règles fédérales provisoires](#) pour obtenir de plus amples renseignements.

Afin d'appuyer la mise en œuvre de la LFFSRDIM, on a donné le mandat à certaines personnes de former et d'éduquer les principaux responsables chargés de l'application ou de l'exécution de cette loi, notamment les policiers dans les réserves, et de produire des documents d'information à l'intention des experts juridiques.

DE QUELLE FAÇON TRAITE-T-ON DE LA QUESTION DES BIENS IMMOBILIERS MATRIMONIAUX DANS L'ACCORD-CADRE?

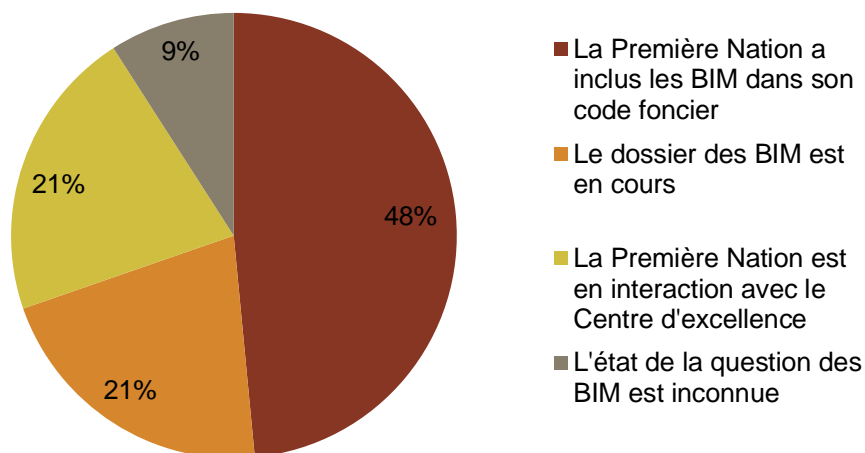
Les règles fédérales provisoires prévues dans la LFFSRDIM s'appliquent aussi aux Premières Nations qui ont adopté le Régime de gestion des terres des Premières Nations (RGTPN), tant et aussi longtemps que les Premières Nations en cause n'ont pas inclus la question des biens immobiliers matrimoniaux dans leur code foncier. Ces Premières Nations peuvent aussi promulguer leur propre loi en vertu du processus d'élaboration des lois prévu dans la LFFSRDIM.

Accord-cadre relatif à la gestion des terres des Premières Nations

« 5.4 Afin de préciser l'intention des premières nations et du Canada en ce qui a trait à l'échec du mariage et à ses effets sur les terres de premières nations :

- (a) une première nation établira, dans son code foncier, un processus communautaire pour l'élaboration de règles et de procédures applicables, au moment de l'échec d'un mariage, en matière d'usage, d'occupation et de possession des terres de première nation et en matière de partage des intérêts ou des droits fonciers sur ces terres;
- b) il est entendu que les règles et procédures mentionnées à l'alinéa a) ne peuvent faire aucune distinction fondée sur le sexe;
- c) les règles et procédures mentionnées à l'alinéa a) sont prévues soit dans le code foncier de la première nation, soit dans ses textes législatifs;
- d) afin qu'il puisse y avoir une période suffisante pour consulter la communauté, tel que mentionné à l'alinéa a), la première nation dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de son code foncier, pour adopter ces règles et procédures;
- e) tout différend entre le ministre et une première nation au sujet du présent article est, par dérogation à l'article 43.3, porté en arbitrage en conformité avec la Partie IX;
- f) il est entendu que le présent article s'applique également à toute première nation qui a voté en faveur de l'adoption d'un code foncier avant que le présent article n'entre en vigueur. »

Figure : État de l'élaboration des lois concernant les biens immobiliers matrimoniaux (BIM) des collectivités ayant adopté le RGTPN



QUESTIONS DÉJÀ SOULEVÉES

Mise en œuvre continue et questions externes touchant la capacité d'accéder aux protections et aux droits en matière de biens immobiliers matrimoniaux.

Accroître les mesures de soutien des programmes afin de renforcer la capacité des Premières Nations d'aborder la question des biens immobiliers matrimoniaux. Par exemple :

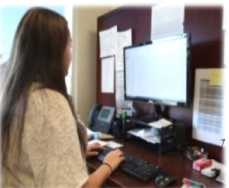


- Il n'y a pas de mesures de soutien destinées à aider les Premières Nations à obtenir des conseils juridiques – une lacune et une pression financière portées à notre attention par les Premières Nations;
- Il n'y a pas de financement destiné à aider les collectivités à élaborer, à ratifier, à publier et à faire connaître leurs textes législatifs portant sur les biens immobiliers matrimoniaux;
- Les considérations relatives aux biens immobiliers matrimoniaux exigent souvent la modification de lois ou politiques des Premières Nations (p. ex., sur le logement);
- On a fait valoir que les collectivités ont de nombreux enjeux sociaux, économiques et politiques à traiter, outre la question de l'élaboration d'une loi relative aux biens immobiliers matrimoniaux.

Un meilleur accès à la justice, y compris des stratégies de justice traditionnelles



- La loi permet aux juges provinciaux ou territoriaux désignés de délivrer des ordonnances de protection d'urgence afin d'expulser un époux ou un conjoint de fait de la maison familiale de façon urgente dans des situations de violence familiale. À l'heure actuelle, seules les provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard ont désigné des juges afin d'entendre des causes. D'autres provinces ont prévu des mécanismes relevant de leurs tribunaux de la famille. Toutefois, il existe certaines incertitudes quant à leur application;
- Il y a lieu de sensibiliser davantage le personnel du système judiciaire, de l'application de la loi, des tribunaux, des services sociaux et des services à la famille à la question des biens immobiliers matrimoniaux dans les réserves et de leur offrir plus de formation;
- Il faut offrir plus de soutien pour l'élaboration et l'application de stratégies traditionnelles de résolution des différends;
- Il faut offrir un meilleur accès aux services d'hébergement d'urgence (p. ex., des maisons d'hébergement et des refuges) dans les cas de violence familiale.



Une plus grande connectivité

L'accès à l'information sur les protections et les droits garantis par la loi de même que l'accès aux mécanismes d'application de la loi comme la téléjustice peuvent être limités en raison du niveau et de la qualité de la connectivité qui varient d'une réserve à l'autre.

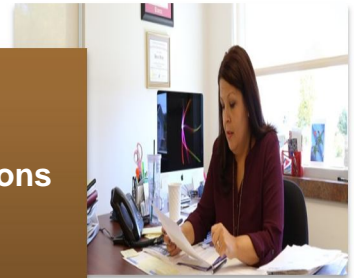
SUJETS DE DISCUSSION

Le processus de mobilisation comprend quatre thèmes, chacun étant accompagné d'un scénario. Vous pouvez lire les scénarios en ligne en cliquant sur chacun des thèmes.

Élaboration d'une loi sur les biens immobiliers matrimoniaux



Successions



Ordonnances de protection d'urgence et ordonnances d'occupation exclusive



Partage de la propriété



Pour chacun des thèmes et scénarios, tenez compte des questions suivantes :

- De quoi avez-vous besoin :
 - au chapitre des capacités;
 - au chapitre du financement;
 - au chapitre de la mise en œuvre;
 - au chapitre du règlement des différends?
- Y a-t-il d'autres mesures de soutien dont vous pourriez avoir besoin?

POUR NOUS JOINDRE

Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec le Centre d'excellence en matière de biens immobiliers matrimoniaux ou avec l'équipe responsable des biens immobiliers matrimoniaux d'AANC.

Dorothy Laplante, Affaires autochtones et du Nord Canada

Direction du développement des terres communautaires

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington

Gatineau (Québec) K1A 0H4

Courriel : mrp-bim@aadnc-aandc.gc.ca

Téléphone : 613-371-2141

Adresse Web : <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100032553/1100100032557>

Lise Steele

Centre de ressources sur la gestion des terres des Premières Nations (CRGTPN)

C.P. 1022

Sutton Ouest (Ontario) L0E 1R0

Courriel : lise.steele@labrc.com

Téléphone : 250-203-5389

Télécopieur : 866-817-2394

Renseignements généraux : webadmin@labrc.com

Téléphone : 888-985-5711

Télécopieur : 866-817-2394

Adresse Web : <https://labrc.com/home/>

Ne manquez rien des activités de mobilisation en utilisant le mot-clic

#parlerpourchanger sur Facebook et Twitter!

LIENS CONNEXES

[Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux](#)

[Foire aux questions](#)

[Liste des Premières Nations qui ont adopté une loi sur les biens immobiliers matrimoniaux en vertu de la Loi](#)

[Application de la Loi](#)

[Document d'information](#)